

NEGOTIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE DANS L'UNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE ON SEMICONDUCTOR – 2012

ENTRE

ON Semiconductor France SAS, dont le siège social est situé à Toulouse, 132, chemin de Basso Cambo, BP 53512, 31035 Toulouse cedex,
Représentée par Mme Yolande De Busschop, en sa qualité de Présidente

ET

ON Semiconductor SAS, dont le siège social est situé à Toulouse, 132, chemin de Basso Cambo, BP 53512, 31035 Toulouse cedex,
Représentée par Mme Yolande De Busschop, en sa qualité de Présidente

D'UNE PART

ET

L'organisation syndicale CFE-CGC,
Représentée par Mr Pierre Axel Berland en sa qualité de Délégué Syndical, dûment désigné dans l'UES ON Semiconductor,

D'AUTRE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Conformément aux dispositions de l'Article L2242-1 du Code du Travail relatives à la négociation annuelle obligatoire sur les salaires effectifs, la durée effective et l'organisation du temps de travail, trois réunions ont été organisées aux dates des 12 janvier, 24 janvier et 13 février 2012.

Lors de ces trois réunions, la délégation syndicale était composée de Mr. Pierre-Axel Berland, Délégué Syndical, de Mr. Philippe Soum, Secrétaire du Comité d'Entreprise, puis, pour la troisième réunion de M. Pierre Axel Berland et Olivier Matinez, membre du CE, M. Philippe Soum étant absent. Les sociétés ON Semiconductor France SAS et ON Semiconductor SAS étaient représentées par Mme Yolande De Busschop, Présidente, assistée de Mme. Carolina De Landsheer, Directrice des Ressources Humaines Europe de ON Semiconductor.

Article 1 - Champ d'application du procès-verbal d'accord

Le présent procès-verbal d'accord concerne l'ensemble des salariés de ON Semiconductor France SAS et ON Semiconductor SAS travaillant sur les sites de Toulouse et Vélizy.

Article 2 - Politique générale

Le Délégué Syndical a rappelé que :

- l'année 2011 a été une année excellente, particulièrement le premier semestre, pour le groupe ON Semiconductor. Les résultats atteints les deux premiers trimestres sont les meilleurs depuis la création de l'entreprise. Il ya eu certes des acquisitions mais la quasi-totalité des « Business Units » ont atteint des résultats records.
- les salariés français en ont néanmoins vécu une période très difficile au 4^{ème} trimestre avec la restructuration de la « Business Unit » PI, qui a conduit à prononcer un licenciement, pour motif économique non réellement justifié au vu des résultats de l'entreprise, de 6 salariés.
- l'inflation provisoire pour 2011 se situe à 2,5% ; on s'attend à un indice légèrement supérieur
- les rémunérations/primes/bonus de nos cadres dirigeants sont toujours à la hausse.

En conséquence, le Délégué Syndical a demandé une augmentation de 5 % de la masse salariale.

La Direction a proposé :

Une augmentation de 2 à 2,5 % de la masse salariale. L'année passée, l'augmentation avait été dédiée essentiellement aux salarié(e)s au dessous du niveau du marché. L'influence des ressources humaines avait été très forte (et très efficace) sur les managers. Cette année la direction nous informe que la philosophie reste la même, mais que la pression sur les managers sera moins forte. Il est vrai qu'une partie des problèmes a été corrigée l'an dernier.

Ces augmentations s'entendent hors promotions (sans indications de la valeur dédiée à ce poste).

Il est toujours utile de rappeler que le chiffre du pourcentage des augmentations ne peut-être plus précis, les augmentations étant décidées au sein de chaque « BU » et avec des contraintes dans différents pays de la planète.

Il est précisé que les salariés licenciés pour motif économique qui sortiront des effectifs en 2012 ne sont pas pris en compte dans le calcul du pourcentage de 2 à 2.5%.

Par ailleurs, le pourcentage d'augmentation prend en compte les augmentations du salaire de base mais également les primes attribuées dans le cadre des augmentations au Mérite qui seront versées en juillet 2012.

Les réajustements liés aux minima conventionnels pour l'année 2012 seront effectués s'ils sont nécessaires après l'application des augmentations au Mérite.

La délégation syndicale accepte la proposition de la direction.

Transparence salariale

Dans le cadre de la transparence sur les rémunérations, des indicateurs permettant de vérifier l'application de la politique salariale seront fournis au Délégué Syndical et au Comité d'Entreprise.

De plus, les informations suivantes seront communiquées :

- Nombre de personnes n'ayant pas d'augmentation de salaire dans l'année.
- Nombre de personnes n'ayant pas d'augmentation de salaire (« lump sum » exclus) pendant deux années consécutives, en précisant la catégorie, l'âge, l'ancienneté, le grade, le statut temps plein / temps partiel, le motif de l'absence d'augmentation (performance insuffisante ou salaire supérieur au marché dans son grade).

Article 3 - Prime annuelle de vacances

La délégation syndicale propose et la direction accepte que la prime annuelle de vacances versée avec la paye de juin aux salariés non cadres passe de 400 € brut à 450 € brut.

Article 4 - Durée effective et organisation du temps de travail ; Jours de « Pont »

D'un commun accord, les ponts pour l'année 2012 sont fixés au :

Lundi 7 mai

Lundi 24 décembre

Article 5 - Epargne salariale

Le montant maximum de l'abondement est fixé à 2910 €. La date d'entrée en application de cette mesure est fixée au 1^{er} janvier 2013.

Article 6 - Contribution aux Œuvres Sociales du Comité d'Entreprise

Pour 2012, la contribution des sociétés de l'UES ON Semiconductor aux activités sociales et culturelles du Comité d'Entreprise passe à 1,4 % de la masse salariale.

Cette augmentation permet au CE de mettre en œuvre ses demandes relatives à la gratuité du distributeur de café et à l'organisation de séances de relaxation. Le CE prendra en charge 0.15 € par café.

Article 7 - Dépôt

Le présent procès-verbal est déposé en deux exemplaires, dont un en version



électronique, à la Direction Départementale du Travail de Toulouse et en un exemplaire au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Toulouse.

Chaque salarié peut prendre connaissance du contenu du présent procès-verbal, dont un exemplaire est tenu à sa disposition auprès de la DRH. Les salariés en sont informés par voie d'affichage et par tous moyens de communication.

Toulouse, le 13 février 2012

Pour la Délégation Syndicale CFE-CGC

Pour la Direction

Pierre Axel BERLAND
Délégué Syndical CFE-CGC

Yolande De Busschop
Présidente